

Janette Habel

Sociologue à l'université de Paris XIII.

Le volcan latino-américain

La situation du continent latino-américain est marquée par l'ampleur des mobilisations

sociales, par la crise de la « démocratie représentative », par l'impasse stratégique (le manque d'alternative et de perspective crédible de transformation socio-politique), par l'offensive économique politique et militaire de Washington. L'année 2004 constitue un tournant important pour les négociations commerciales et l'intégration régionale sur le continent. L'ALCA (la Zone de Libre Échange des Amériques) fait l'objet de négociations difficiles, notamment avec le Brésil. Même si l'échéance (prévue pour 2005) de la signature du Traité n'est pas respectée, le projet impulsé par Washington progresse et plusieurs accords commerciaux bilatéraux (avec le Chili et le Mexique) ou régionaux (le CAFTA¹ en Amérique centrale) ont été signés. D'autres gouvernements – la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur – ont pris langue avec le gouvernement nord-américain pour négocier des traités bilatéraux de libre-échange.

Le climat social est cependant de plus en plus tendu. Certains États (qualifiés de « faillis ») connaissent aujourd'hui une véritable implosion, comme en témoigne l'effondrement d'Haïti. Des forces sociales nouvelles émergent : les pauvres, les « nouveaux pauvres », et ceux menacés de le devenir (l'Argentine compte 50 % de pauvres). La migration massive vers les villes déchire définitivement les solidarités villageoises et de proximité. Mais les sociétés latino-américaines, marquées par des profondes disparités sociales sont aussi le lieu d'émergence de nouveaux mouvements contestataires.

Les révoltes populaires et les mouvements insurrectionnels des dernières années sont la conséquence des transformations imposées par la restructuration/déstructuration néolibérale des années 1980-1990. Les recettes « orthodoxes » imposées par le FMI – privatisation des entreprises publiques, dérégulation du travail, remise en cause des droits sociaux, paiement des intérêts de la dette – suscitent une résistance de plus en plus massive. Partout, des manifestants s'opposent au pillage des ressources naturelles, à leur privatisation, à la baisse drastique du niveau de vie. C'est le cas notamment en Bolivie où la population s'est engagée à deux reprises dans la lutte pour la défense des biens publics et en l'an 2000 contre la privatisation de l'eau dans la région de Cochabamba, entraînant une augmentation des tarifs de 400 % ! En septembre-octobre 2003, un mouvement insurrectionnel est parvenu à chasser le président Sanchez de Losada².

Les changements introduits dans les campagnes par le modèle agraire néolibéral expliquent l'essor des mouvements indigènes et paysans. Au Mexique, les Zapatistes continuent à revendiquer l'autonomie et la dignité pour les communautés indiennes. En Équateur, le mouvement indien Pachacutik et la CONAIE, qui furent à l'avant-garde des manifestations populaires, ont quitté le gouvernement du Président Lucio Gutierrez en raison de son orientation néolibérale. Parallèlement les convergences entre les luttes de travailleurs salariés du secteur public, du secteur privé et des chômeurs se sont approfondies. En Argentine, les luttes des sans emploi se poursuivent malgré les tentatives de récupération des *Piqueteros* par le gouvernement Kirchner. La République dominicaine a connu en janvier 2004 deux jours de grève générale massivement suivie. Depuis la privatisation du patrimoine public, l'État a doublé en deux ans la dette externe du pays. Au Salvador, neuf mois de mobilisations contre la privatisation de la santé ont rassemblé dans un même combat les médecins, les personnels hospitaliers et la population.

Les formes de lutte se sont radicalisées (affrontements avec la police, occupations d'usines ou d'édifices publics, blocage de routes) ; la mise en place de coordinations plus larges que les mouvements sectoriels s'inscrit dans une perspective nettement anti-gouvernementale. Le retour de la démocratie, tant vantée après la chute des dictatures, a déçu. En Haïti, dix ans après avoir « restauré la démocratie », les Marines sont de retour à Port-au-Prince avec l'accord de l'ONU et l'appui de 800 soldats français. En effet, « des forces de la gendarmerie nationale française sont particulièrement préparées à faire face aux désordres et aux émeutes que connaît Haïti »³.

Le mépris envers des classes dirigeantes corrompues, incapables de mettre en œuvre des politiques publiques de développement et de répartition exigées par des populations en voie de paupérisation accélérée, est croissant. Les élites formées à Harvard, qui célébraient hier les bienfaits du Consensus de Washington et du libre-échange, sont discréditées. En quelques années, 5 présidents ont été renversés par des mobilisations populaires : de la Rúa en Argentine, Sanchez de Lozada en Bolivie, Abdullah Bucaram et Djamil Mahuad en Équateur, sans oublier le péruvien Fujimori en fuite au Japon. D'autres ex-présidents, tels Menem en Argentine, Salinas De Gortari au Mexique, ou Mateo Aleman au Nicaragua sont poursuivis pour de graves délits de corruption liés au narco-trafic.

Au Venezuela en revanche, c'est un Président démocratiquement élu, soutenu par les classes populaires, qui est menacé au nom de la défense de la démocratie. « Certains réclamaient l'organisation d'un référendum. Et bien, ils l'ont eu. Et ils l'ont perdu » déclarait Hugo Chávez lors de la conférence de presse qui suivit son retour à Miraflores – le palais présidentiel – après l'échec du coup d'État du 11 avril 2002. Alors que les États-Unis avaient reconnu *de facto*

le « président » fantoche Pedro Carmona, Chavez fut ramené au pouvoir par une formidable mobilisation populaire⁴. L'opposition n'a pas renoncé pour autant à resserrer le « nœud coulant démocratique » autour d'un Président démocratiquement élu et à fomentier le chaos pour justifier un coup de force⁵. Au Salvador (dont des troupes participent à l'occupation de l'Irak), des responsables étatsuniens n'ont pas hésité à intervenir dans la campagne présidentielle. Otto Reich, représentant de la Maison Blanche pour l'Amérique latine et Roger Noriega sous-secrétaire d'État, ont mis en garde les Salvadoriens contre une éventuelle victoire du FMLN et soutenu de fait le candidat de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), un parti dont le fondateur Roberto d'Aubuisson, instigateur de l'assassinat de l'archevêque de San Salvador Mgr Romero, fût qualifié « d'assassin psychopathe » par l'ambassadeur américain de l'époque.

Une impasse politique et stratégique

Plus le mouvement social prend conscience des relations entre le pouvoir de la finance, le chômage, le démantèlement des protections sociales et des services publics, la prise du continent dans les griffes des multinationales, la privatisation et le pillage des ressources naturelles, et plus le débat devient stratégique et touche au fond des problèmes. En dépit de la perte de légitimité des gouvernements, la capacité à donner des solutions politiques à la crise est entravée par l'hétérogénéité de la conscience et la diversité des expériences sociales et politiques. L'élaboration d'une perspective stratégique est également rendue plus difficile par la complexité de la conjoncture internationale et régionale, d'autant que les traditions « caudillistes » latino-américaines et la personnalisation du pouvoir ne favorisent pas les rapprochements nécessaires. De surcroît, les espoirs nés de certaines expériences ont vite été déçus. Le Brésil pouvait représenter une alternative grâce à sa taille et la présence de forces politiques et syndicales organisées tels que le PT, la CUT, le MST sans oublier l'appui d'un secteur progressiste de l'Église. Un an et demi après, le bilan ne répond pas aux attentes⁶. Pour le juriste Fabio Konder, « entre les banquiers et le peuple, le gouvernement Lula a choisi les banquiers ». L'expérience Zapatiste est à l'opposé. Après un silence prolongé, le mouvement Zapatiste a annoncé la formation de « Juntas de Bon Gouvernement », la construction de réseaux de municipalités autonomes rebelles pour les peuples indigènes, une nouvelle expérience du pouvoir (du contre-pouvoir) afin d'organiser « la résistance de ceux qui luttent pour la démocratie, la liberté, et la justice pour tous »⁷.

Auteur du livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, l'économiste John Holloway a traduit à sa manière l'impasse dans laquelle sont plongés les mou-

vements et les associations populaires. La bureaucratisation et la corruption des partis et des syndicats, l'échec des révolutions, les défaites et les déceptions du xx^e siècle nourrissent en effet des théorisations abstraites qui rencontrent un écho certain sur le continent. C'est en Argentine que la défiance envers les forces politiques organisées a sans doute pris la forme la plus aiguë. Le soulèvement populaire a crié : « Que se vayan todos! » (Qu'ils s'en aillent tous !). Mais ce rejet sans alternative des politiciens et de la politique institutionnelle a aussi permis qu'ils reviennent tous par les urnes.

Enfin Cuba est encore un symbole de résistance à l'impérialisme sur le continent. Mais le castrisme n'est plus un projet politique alternatif crédible.

Dans ce contexte d'instabilité sociale et politique, la stratégie américaine poursuit plusieurs objectifs : l'avancée des négociations de l'ALCA, sa priorité économique et commerciale, et la consolidation de son hégémonie politique et militaire. Divisant pour mieux régner, Washington cherche dans les négociations commerciales en cours à isoler et à affaiblir tous ceux qui résistent peu ou prou à ses prétentions impériales, notamment le Venezuela et le Mercosur. L'ALCA est en effet bien plus qu'un simple traité de libre-échange. La problématique de l'intégration continentale est envisagée non seulement sous l'angle économique, mais aussi juridique, institutionnel et politique. On assiste ainsi à un remodelage institutionnel autour de l'Organisation des États Américains (OEA), avec la Charte Démocratique légitimant un « droit d'ingérence » dont les prémisses sont déjà à l'œuvre à Caracas ou à Port-au-Prince. Enfin la redéfinition de la sécurité hémisphérique prend prétexte de la croisade contre le terrorisme pour justifier la criminalisation des dirigeants sociaux et politiques, le recours croissant à l'état d'exception, le harcèlement policier des travailleurs en grève, les perquisitions domiciliaires. L'influence militaire étatsunienne se renforce, avec la réalisation d'exercices militaires conjoints entre armées latino-américaines et nord-américaines, en Argentine d'abord, puis au Paraguay en juin 2003, sans oublier la présence de conseillers militaires en Colombie. C'est ce qui explique les pressions exercées par Washington pour garantir l'immunité juridique à ses soldats. Entre la doctrine de la souveraineté limitée et la guerre préventive, les risques encourus par le continent rendent plus nécessaire que jamais la globalisation des résistances.

- 1 Central America Free Trade Area.
- 2 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* l'article d'Adolfo Gilly.
- 3 IHT 27 et 27 mars 2004 Kimberly Zisk Marten « Getting it right in Haiti this time around ».
- 4 Lire « Chavez sauvé par le peuple », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.

- 5 *Le Monde diplomatique*, avril 2004.
- 6 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* l'article de Joao Machado.
- 7 Voir dans ce numéro de *ContreTemps* les articles de Pablo Gonzalès Casanova et de Sergio Rodriguez Lazcano.

Dans les griffes de l'empire

Dossier coordonné
par Daniel Bensaïd et Braulio Moro

